

PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

SESSION 2022-2023

21 DÉCEMBRE 2022

PROJET DE DÉCRET

PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL,
LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA RÉGION FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE, LA
RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE ET LA
COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE RELATIF À L'UTILISATION DE LA FACILITÉ, LA
REPRISE ET LA RÉSILIENCE

RÉSUMÉ

Le 13 juillet 2021, le Plan national belge pour la Reprise et la Résilience a été validé par les autorités européennes.

Ce plan contient des mesures d'investissement et de réforme sous la compétence de l'Etat fédéral, des régions et des communautés.

Il est dès lors nécessaire d'adopter un accord de coopération ayant pour but d'encadrer l'utilisation des subsides européen en Belgique. Celui-ci formalise l'organisation des travaux et règle ainsi les relations entre l'Etat fédéral, les Régions et les Communautés.

Il couvre :

- Les obligations des différentes entités en termes de mise en œuvre, de suivi et de contrôle et d'audit des mesures du PRR, y compris les procédures de rapportage qui y sont liées.
- Les aspects financiers liés à la mise en œuvre du PRR (versement et reversement des fonds européens, suspensions et réductions de fonds).

TABLE DES MATIÈRES

Exposé des motifs.....	3
Commentaire de l'article unique	4
Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'utilisation de la facilité la reprise et la résilience	5
Avant-projet de décret	6
Avis du Conseil d'Etat	7
Accord de coopération.....	13

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent projet de décret concrétise l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'utilisation de la Facilité pour la reprise et la résilience.

Cet accord de coopération a pour but d'encadrer l'utilisation des subsides du RRF en Belgique. Il formalise l'organisation des travaux telle que décrite dans la note au Comité de concertation du 30 avril 2021 et règle ainsi les relations entre l'Etat fédéral, les Régions et les Communautés en définissant leurs responsabilités dans le cadre de l'utilisation du soutien financier accordé à la Belgique au titre du RRF en y décrivant les procédures qui y sont liées.

L'accord couvre :

- Les obligations des différentes entités en termes de mise en œuvre, de suivi et de contrôle et d'audit des mesures du PRR, y compris les procédures de rapportage qui y sont liées.
- Les aspects financiers liés à la mise en œuvre du PRR (versement et reversement des fonds européens, suspensions et réductions de fonds).

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

Cet article indique qu'il est donné assentiment à l'accord de coopération du 19 décembre 2022.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À
L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL,
LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA RÉGION FLAMANDE,
LA RÉGION WALLONNE, LA RÉGION DE BRUXELLES-
CAPITALE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE ET LA
COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE RELATIF À
L'UTILISATION DE LA FACILITÉ LA REPRISE ET LA
RÉSILIENCE**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition du Ministre-Président,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Assentiment est donné à l'accord de coopération du 19 décembre 2022 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'utilisation de la facilité la reprise et la résilience.

Bruxelles, le

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y Jeholet

AVANT-PROJET DE DÉCRET

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'utilisation de la facilité la reprise et la résilience,

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition du Ministre-Président,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Assentiment est donné à l'accord de coopération du 13 juillet 2022 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'utilisation de la facilité la reprise et la résilience.

Bruxelles, le

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

Pierre-Yves JEHOLET

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT



CONSEIL D'ÉTAT section de législation

avis 72.112/VR
du 6 octobre 2022

sur

un avant-projet de décret de la Communauté française ‘portant assentiment à l’accord de coopération entre l’État fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l’utilisation de la facilité pour la reprise et la résilience’

Le 26 août 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours *, sur un avant-projet de décret 'portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'utilisation de la facilité [pour] la reprise et la résilience'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 6 octobre 2022. Les chambres réunies étaient composées de Marnix VAN DAMME, président de chambre, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Wouter PAS, Patrick RONVAUX, Christine HOREVOETS et Inge VOS, conseillers d'État, Johan PUT et Marianne DONY, assesseurs, Wim GEURTS, greffier, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, et Githa SCHEPPERS, premiers auditeurs.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 octobre 2022.

*

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85*bis*.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

ACCORD DE COOPERATION

L'avant-projet de décret à l'examen entend porter l'assentiment de la Communauté française à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à l'utilisation de la facilité pour la reprise et la résilience'.

Cet accord de coopération a fait l'objet de l'avis 72.006/VR donné ce jour par les chambres réunies de la section de législation sur un avant-projet de loi portant assentiment à cet accord.

En ce qui concerne l'examen de cet accord de coopération, l'avis précité énonce ce qui suit, qui vaut également pour l'avant-projet examiné :

« PORTÉE DE L'AVANT-PROJET DE LOI

2.1. L'avant-projet de loi soumis pour avis a pour objet de porter assentiment à l'accord de coopération du 13 juillet 2022 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à l'utilisation de la facilité pour la reprise et la résilience'¹.

Cette facilité pour la reprise et la résilience est instaurée par le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 'établissant la facilité pour la reprise et la résilience' (ci-après : le règlement). Les États membres qui souhaitent bénéficier d'une contribution financière, présentent à la Commission européenne un plan pour la reprise et la résilience². La Commission européenne évalue le plan pour la reprise et la résilience et peut, à cet égard, également formuler des observations ou demander des renseignements supplémentaires³. Sur proposition de la Commission européenne, le Conseil approuve, par la voie d'une décision d'exécution, l'évaluation du plan pour la reprise et la résilience. Cette décision

[‡] S'agissant d'un avant-projet de décret, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Les autres avant-projets d'actes d'assentiment à l'accord de coopération du 13 juillet 2022 ont également déjà été soumis pour avis au Conseil d'État. Le Conseil d'État, section de législation, rend simultanément les avis 72.011/VR, 72.014/VR, 72.112/VR, 72.146/VR et 72.261/VR sur ces avant-projets.

² Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Articles 17 et 18 du règlement.

³ Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : Article 19 du règlement.

contient également la contribution financière maximale ⁴. Tant le plan national pour la reprise et la résilience (ci-après : le Plan) ⁵, que l'accord de financement entre la Commission européenne et la Belgique ⁶ ont été ajoutés au dossier de législation.

2.2. L'accord de coopération règle les relations entre les parties et définit leurs responsabilités dans le cadre de l'utilisation du soutien financier accordé à la Belgique au titre de la facilité pour la reprise et la résilience, et décrit les procédures qui y sont liées (article 1^{er} de l'accord de coopération).

À cet effet, l'accord règle tout d'abord les responsabilités et les engagements des parties dans le cadre de la mise en œuvre du Plan (articles 2 à 4). En outre, il règle également les demandes de paiement, le mode de répartition entre les parties de la contribution financière européenne totale allouée à la Belgique au titre de la facilité pour la reprise et la résilience, les paiements effectués conformément à cette répartition, ainsi que les conséquences pour les paiements au cas où la Commission européenne, à la suite de son évaluation de la demande de paiement de la Belgique, suspend une part de la tranche de paiement ou réduit le montant total de la contribution financière de la Belgique (articles 5 à 13).

L'accord contient ensuite une règle pour le cas où des différends s'élèveraient en rapport avec l'accord (article 15).

L'accord est conclu pour la durée d'exécution de la facilité pour la reprise et la résilience (article 14) et produit ses effets à compter de la date de publication du dernier acte d'assentiment au *Moniteur belge* (article 16).

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

3. La notion de 'règlement RRF', qui est mentionnée aux articles 3 et 6 de l'accord de coopération, n'est pas définie dans le dispositif de l'accord de coopération. Cette définition apparaît seulement au premier alinéa du préambule, dans les termes suivants : 'règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience'.

Dans un souci de clarté normative et afin que le dispositif soit complet, cette définition doit être reprise dans le dispositif.

À cet effet, il suffit de reproduire l'intitulé complet lors de sa première apparition dans un article et après cette citation, d'écrire : 'dénommé ci-après', suivi de la forme abrégée ⁷.

Une observation similaire s'applique à l'intitulé abrégé 'arrangements opérationnels', visé aux articles 2, 5 et 6, et uniquement défini au treizième alinéa du préambule, ainsi qu'à l'intitulé abrégé 'Conférence interministérielle', utilisé dans les articles 5 et 8 et uniquement défini au quinzième alinéa du préambule.

⁴ Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : Article 20 du règlement.

⁵ Note de bas de page n° 6 de l'avis cité : Huitième alinéa du préambule de l'accord de coopération.

⁶ Note de bas de page n° 7 de l'avis cité : Douzième alinéa du préambule de l'accord de coopération.

⁷ Note de bas de page n° 8 de l'avis cité : Voir *Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, Conseil d'État, 2008, recommandation n° 103 et formule F 4-1-3-2, à consulter sur le site Internet du Conseil d'État (www.raadvst-consetat.be).

4. La sécurité juridique exige d'encore soumettre l'accord de coopération à un examen sur le plan de la technique législative et de la correction de la langue.

À titre d'exemple, on peut relever les imperfections suivantes.

Ainsi, il faut améliorer le texte néerlandais de l'article 4 de l'accord de coopération en supprimant le mot 'uit' dans la première phrase. Cette première phrase s'énoncera alors comme suit : 'De partijen zorgen voor adequate en onafhankelijke audits van systemen en activiteiten teneinde de nodige informatie te verstrekken voor de samenvatting van de audits'.

Afin d'assurer la concordance entre les versions linguistiques de l'accord de coopération et une bonne compréhension du texte, le segment de phrase 'in kennis van de maatregelen en submaatregelen van het plan die onder hun bevoegdheid vallen en overeenkomstig het door het interfederaal toezichtscomité van het Plan vastgestelde algemene tijdschema' sera remplacé, dans le texte néerlandais de l'article 6, par 'voor de maatregelen en submaatregelen van het plan die onder hun bevoegdheid vallen en overeenkomstig het door het interfederaal toezichtscomité van het Plan vastgestelde algemene tijdschema in kennis van'.

À l'article 10, alinéa 1^{er}, afin d'harmoniser les versions linguistiques, le texte néerlandais, dans lequel un certain nombre de formes verbales font défaut, sera également corrigé comme suit : '[...] wordt het door de Commissie opgeschorte bedrag in mindering gebracht op het deel van de betaling dat de Federale Staat moet verrichten aan de partij of partijen die bevoegd zijn voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de opschorting betrekking heeft'.

Article 16

5. L'article 16 de l'accord de coopération prévoit qu'il entre en vigueur à la date de publication du dernier acte d'assentiment au *Moniteur belge*, tandis que l'exposé des motifs indique que l'accord de coopération entre en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge* du dernier acte d'assentiment. Au sujet de cette discordance, le délégué a déclaré ce qui suit :

'Il s'agit d'une erreur. Nous allons corriger l'exposé des motifs en stipulant que l'accord de coopération entrera en vigueur à la date de publication du dernier acte d'assentiment dans le *Moniteur belge*'.

Il convient donc de remédier à cette discordance.

6. Dans le texte français, les mots 'acte conforme' seront remplacés par les mots 'acte d'assentiment'.

7. Dans le texte allemand, les mots 'konforme Akt' seront remplacés par les mots 'Akt zur Zustimmung' ».

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

L'avant-projet n'appelle aucune observation.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

Esther CONTI

Marnix VAN DAMME

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het gebruik van de herstel- en veerkrachtfaciliteit	Accord de coopération entre l'Etat Fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'utilisation de la facilité pour la reprise et la résilience	Kooperationsakkoord tussen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Nutzung der Aufbau- und Resilienzfaciliteit
Gelet op Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit;	Vu le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience ;	Unter Berücksichtigung der Verordnung (EU) 2021/241 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Februar 2021 über die Einrichtung der Aufbau- und Resilienzfacilität;
Gelet op hoofdstuk IV van de Grondwet;	Vu le chapitre IV de la Constitution ;	Unter Berücksichtigung von Kapitel IV der Verfassung;
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis, §1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 6 januari 2014;	Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis, §1 ^{er} , inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par les lois spéciales du 16 juillet 1993 et du 6 janvier 2014 ;	Unter Berücksichtigung des Sondergesetz vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, Artikels 92bis, §1, eingefügt durch die Sondergesetz vom 8. August 1988, und geändert durch des Sondergesetze vom 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;
Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989, 20 maart 2007 en 6 januari 2014, artikelen 31 en 31/1;	Vu la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, modifiée par les lois du 16 juin 1989, 20 mars 2007 et 6 janvier 2014, les articles 31 et 31/1 ;	Unter Berücksichtigung des einfachen Gesetzes zur institutionellen Reform vom 9. August 1980, geändert durch die Gesetze vom 16. Juni 1989, 20. März 2007 und 6. Januar 2014, Artikel 31 und 31/1;
Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 42;	Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 sur les institutions bruxelloises, l'article 42 ;	Unter Berücksichtigung des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, Artikel 42;
Gelet op de wet tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap van 31 december 1983, gewijzigd bij de wetten van 5 mei 1993 en 6 januari 2014, artikel 55bis;	Vu la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté Germanophone du 31 décembre 1983, modifiée par les lois du 5 mai 1993 et 6 janvier 2014, l'article 55bis ;	Unter Berücksichtigung des Gesetz über institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft vom 31. Dezember 1983, geändert durch die Gesetze vom 5. Mai 1993 und 6. Januar 2014, Artikel 55bis;

Overwegende dat de Europese Unie op basis van de herstel- en veerkrachtfaciliteit niet-terugvorderbare financiële steun kan verlenen in de vorm van financiële bijdragen aan de lidstaten voor het bereiken van de in hun plannen voor herstel- en veerkracht vastgestelde mijlpalen en streefdoelen op het gebied van hervormingen en investeringen;	Considérant que sur base de la facilité pour la reprise et la résilience, l'Union européenne peut accorder un soutien financier non remboursable sous forme de contributions financières aux États membres en vue d'atteindre les jalons et les cibles des réformes et des investissements tels qu'ils sont définis dans leurs plans pour la reprise et la résilience ;	In der Erwägung, dass die Europäische Union auf der Grundlage der Aufbau- und Resilienzfacilität den Mitgliedstaaten eine nicht rückzahlbare finanzielle Unterstützung in Form von Finanzbeiträgen gewähren kann, damit sie die in ihren Aufbau- und Resilienzpläne festgelegten Etappenziele und Zielwerte für Reformen und Investitionen erreichen;
Overwegende dat het Plan voor Herstel- en Veerkracht van België investeringsprojecten en hervormingen bevat die onder de bevoegdheid vallen van de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap;	Considérant que le Plan pour la Reprise et la Résilience de la Belgique contient des projets d'investissement et des réformes qui relèvent de la compétence de l'Etat fédéral, de la Communauté flamande, de la Région flamande, de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française et de la Communauté germanophone ;	In der Erwägung, dass der Aufbau- und Resilienzplan Belgiens Investitionsprojekte und Reformen enthält, die in die Zuständigkeit des Föderalstaats, der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen;
Overwegende dat de Europese Commissie België een financiële bijdrage zal betalen op basis van de bevestigende verwezenlijking van de in het Plan vastgestelde mijlpalen en streefdoelen;	Considérant que la Commission européenne versera à la Belgique une contribution financière sur base de la réalisation satisfaisante des jalons et des cibles fixés dans le Plan ;	In der Erwägung, dass die Europäische Kommission Belgien einen Finanzbeitrag zahlt, wenn das Land die im Plan vorgesehenen Etappenziele und Zielwerte in zufriedenstellender Weise erreicht;
Overwegende dat het niet halen van een miljaal of streefdoel kan leiden tot de opschorting van een deel van een betalingstranche, en/of tot de vermindering van de financiële bijdrage die is vastgesteld in de financieringsovereenkomst in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit tussen de Europese Commissie en België;	Considérant que la non-atteinte d'un jalon ou d'une cible peut entraîner la suspension d'une partie d'une tranche de paiement, et/ou la réduction de la contribution financière fixée dans l'accord de financement dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience entre la Commission européenne et la Belgique ;	In der Erwägung, dass die nicht Erreichung eines Etappenziele oder Zielwerte zur Aussetzung eines Teils einer Zahlungstranche und/oder zur Kürzung des Finanzbeitrags führen kann, der in der Finanzierungsvereinbarung im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfacilität zwischen der Europäischen Kommission und Belgien;
Overwegende dat de maximale financiële bijdrage die aan België wordt toegekend, is vastgesteld in het Uitvoeringsbesluit van de Raad van de Europese Unie betreffende de goedkeuring van de beoordeling van het Plan voor Herstel- en Veerkracht voor België;	Considérant que la contribution financière maximale attribuée à la Belgique est définie par la décision d'exécution du Conseil de l'Union européenne relative à l'approbation de l'évaluation du Plan pour la Reprise et la Résilience pour la Belgique ;	In der Erwägung, dass der maximale Finanzbeitrag für Belgien im Durchführungsbeschluss des Rates der Europäischen Union über die Genehmigung der Bewertung des Aufbau- und Resilienzplans für Belgien festgelegt ist;

Overwegende de financieringsovereenkomst in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit tussen de Europese Commissie en België, waarbij aan België een maximale financiële bijdrage ter beschikking wordt gesteld;	Considérant l'accord de financement dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience entre la Commission européenne et la Belgique, mettant à disposition de la Belgique une contribution financière maximale ;	In der Erwägung, der Finanzierungsvereinbarung im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfacilität zwischen der Europäischen Kommission und Belgien, durch die Belgien einen Finanzbeitrag zur Verfügung gestellt wird;
Overwegende de operationele regelingen tussen de Europese Commissie en België overeenkomstig artikel 20, lid 6, van Verordening (EU) 2021/241, en met vermelding van de regelingen en het tijdschema voor het toezicht en de uitvoering en de relevante indicatoren in verband met het bereiken van de beoogde milipalen en streefdoelen, de nadere regels voor de toegang tot gegevens, en het tijdschema voor de betalingsaanvragen;	Considérant les arrangements opérationnels entre la Commission européenne et la Belgique, conformément à l'article 20, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/241, et précisant les modalités et le calendrier de suivi et de mise en œuvre et les indicateurs pertinents relatifs à la réalisation des étapes et des objectifs envisagés, modalités d'accès aux données, et le calendrier pour les demandes de paiement ;	In der Erwägung, der unterzeichneten operativen Vereinbarungen zwischen der Europäischen Kommission und Belgien gemäß Artikel 20 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/241, in denen die Modalitäten und der Zeitplan für die Überwachung und Durchführung sowie die relevanten Indikatoren für die Erreichung der geplanten Etappen und Ziele, die Modalitäten für den Zugang zu Daten und der Zeitplan für die Zahlungsanträge festgelegt sind;
Overwegende de beslissing van het Overlegcomité van 30 april 2021 tot goedkeuring van het Plan en tot vaststelling van de verantwoordelijkheden en de methode voor het toezicht op het Plan;	Considérant la décision du Comité de concertation du 30 avril 2021, approuvant le Plan, et précisant les responsabilités et la méthodologie de suivi du Plan ;	In der Erwägung, des Beschlusses des Konzertierungsausschusses vom 30. April 2021, mit dem der Plan gebilligt und die Zuständigkeiten und die Methodik für die Überwachung des Plans festgelegt wurden;
Overwegende de beslissingen van de Interministeriële Conferentie voor Relance en Strategische Investeringsplan van 25 juni 2021, houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Interministeriële Conferentie voor Relance en Strategische Investeringsplan, het ontwerp betalingsplan voor de niet-terugvorderbare financiële bijdragen van de Europese Unie aan België de verdeling van de 13% voorfinanciering over de verschillende entiteiten van België, en het opdragen aan een werkgroep om een samenwerkingsakkoord op te stellen tussen de Federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten betreffende het gebruik van de herstel- en veerkrachtfaciliteit;	Considérant les décisions de la Conférence interministérielle Relance et Investissements stratégiques du 25 juin 2021, approuvant le Règlement d'ordre intérieur de la Conférence interministérielle Relance et Investissements stratégiques, le Plan mis à jour, le projet de plan de paiement des contributions financières non remboursables de l'Union européenne à la Belgique, la répartition du préfinancement de 13% entre les différentes entités de la Belgique, et chargeant un groupe de travail de rédiger un accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions concernant l'utilisation de la facilité pour la reprise et la résilience;	In der Erwägung, der Beschlüsse der Interministeriellen Konferenz für Wiederaufbau und Strategische Investitionen vom 25. Juni 2021, mit denen die Geschäftsordnung der Interministeriellen Konferenz für Wiederaufbau und Strategische Investitionen, der aktualisierte Plan, der Entwurf des Plans für die Auszahlung der nicht rückzahlbaren Finanzbeiträge der Europäischen Union an Belgien, die Aufteilung der Vorfinanzierung in Höhe von 13 % auf die verschiedenen belgischen Teilstaaten und die Beauftragung einer Arbeitsgruppe mit der Ausarbeitung einer Kooperationsvereinbarung zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen über die Nutzung der Aufbau- und Resilienzfacilität genehmigt wurden;

Overwegende dat de federale regering, vergegenwoordigd door de Staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de Minister van Economie en Werk, verantwoordelijk is voor de coördinatie van en het toezicht op de uitvoering van het Plan;	Considérant que le gouvernement fédéral, représenté par le Secrétaire d'Etat pour la Relance et les Investissements Stratégiques, chargé de la Politique scientifique, et adjoint au Ministre de l'Economie et du Travail, assume la responsabilité de la coordination et du suivi de la mise en œuvre du Plan ;	In der Erwägung, dass die Föderale Regierung, vertreten durch den Staatssekretär für Wiederaufbau und strategische Investitionen, zuständig für Wissenschaftspolitik und Stellvertreter des Ministers für Wirtschaft und Arbeit, die Verantwortung für die Koordinierung und Überwachung der Umsetzung des Plans übernimmt;
Overwegende dat overeenkomstig de beslissing van het Overlegcomité van 23 november 2020 een Politiek begeleidingscomité van het Plan is opgericht;	Considérant qu'un comité d'accompagnement politique du Plan, a été mis place conformément à la décision du Comité de concertation du 23 novembre 2020 ;	In der Erwägung, dass ein politischer Begleitausschuss für den Plan gemäß dem Beschluss des Konzertierungsausschusses vom 23. November 2020 eingerichtet wurde;
Overwegende dat overeenkomstig de beslissing van het Overlegcomité van 30 april 2021 een Interfederaal toezichtcomité van het Plan is opgericht, waarvan het secretariaat is gevestigd bij de FOD BOSA (Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning), om toe te zien op de uitvoering van de maatregelen van het Plan op globaal niveau, met inbegrip van het bereiken van de bijbehorende mijlpalen en streefdoelen;	Considérant qu'un comité interfédéral de suivi du Plan, dont le secrétariat est basé au Service Public Fédéral Stratégie et Appui - BOSA, a été mis en place, conformément à la décision du Comité de concertation du 30 avril 2021, pour assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures du Plan au niveau global, y compris la réalisation des jalons et cibles qui y sont associés ;	In der Erwägung, dass ein interföderaler Ausschuss zur Überwachung des Plans, dessen Sekretariat beim Föderalen Öffentlichen Dienst Strategie und Unterstützung - BOSA angesiedelt ist, gemäß dem Beschluss des Konzertierungsausschusses vom 30. April 2021 eingerichtet wurde, um die Umsetzung der Maßnahmen des Plans auf globaler Ebene zu überwachen, einschließlich der Erreichung der damit verbundenen Etappenziele und Zielwerte;
Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord ten doel heeft de betrekkingen tussen de partijen te regelen en hun verantwoordelijkheden vast te stellen in de context van het gebruik door de partijen van de financiële steun die in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit aan het Koninkrijk België wordt verleend, alsmede de daarmee verband houdende procedures te beschrijven;	Considérant que l'objet de cet accord de coopération est de régler les relations entre les parties et de définir leurs responsabilités dans le cadre de l'utilisation par les parties du soutien financier accordé au Royaume de Belgique, au titre de la facilité pour la reprise et la résilience, et de décrire les procédures qui y sont liées ;	In der Erwägung, dass der Zweck dieses Kooperationsabkommens darin besteht, die Beziehungen zwischen den Vertragsparteien zu regeln und ihre Zuständigkeiten im Zusammenhang mit der Verwendung der dem Königreich Belgien im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität gewährten finanziellen Unterstützung durch die Vertragsparteien festzulegen und die damit verbundenen Verfahren zu beschreiben;

De partijen,

Les Parties,

Die Parteien,

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister, de heer Alexander De Croo, de Vice-eerste minister en Minister van Economie en Werk, de heer Pierre-Yves Dermagne, de Vice-eerste minister en Minister van Financiën, de heer Vincent Van Peteghem, de Staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid, de heer Thomas Dermine, de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee, de heer Vincent Van Quickenborne en de Staatssecretaris voor Begroting, toegevoegd aan de Minister van Justitie en Noordzee, mevrouw Alexia Bertrand,	L'Etat fédéral, représenté par Gouvernement fédéral, en la personne du Premier ministre, Monsieur Alexander De Croo, le Vice-premier Ministre et Ministre de l'Economie et du Travail, Monsieur Pierre-Yves Dermagne, le Vice-premier Ministre et Ministre des Finances, M. Vincent Van Peteghem, le Secrétaire d'Etat pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique, adjoint au ministre de l'Economie et du Travail, Monsieur Thomas Dermine, le Vice-premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord, Monsieur Vincent Van Quickenborne, et la Secrétaire d'Etat au Budget, adjointe au Ministre de la Justice et de la Mer du Nord, Madame Alexia Bertrand,	Der Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung, in der Person des Premierministers, Herrn Alexander De Croo, des Vizepremierministers und Minister für Wirtschaft und Arbeit, Herrn Pierre-Yves Dermagne, des Vizepremierministers und Ministers der Finanzen, Herrn Vincent Van Peteghem, der Staatssekretär für Wiederaufbau und strategische Investitionen, zuständig für Wissenschaftspolitik, dem Minister für Wirtschaft und Arbeit beigeordnet, Thomas Dermine, des Vizepremierministers und der Minister für Justiz und Nordsee, Vincent Van Quickenborne, und die Staatssekretärin für den Haushalt, dem Minister für Justiz und Nordsee beigeordnet, Alexia Bertrand,
De Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-president van de Vlaamse Regering, de heer Jan Jambon, en de Minister van Financiën en Begroting, Wonen en Onroerend Erfgoed, de heer Matthias Diependaele,	La Communauté flamande et la Région flamande, représentées par le gouvernement flamand, en la personne du Ministre-Président du Gouvernement flamand, Monsieur Jan Jambon, et du Ministre des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier, Monsieur Matthias Diependaele,	Die Flämische Gemeinschaft und die Flämische Region, vertreten durch die Flämische Regierung, in Person des Ministerpräsidenten der Flämischen Regierung, Herrn Jan Jambon, und des Ministers für Finanzen und Haushalt, Wohnungswesen und unbewegliches Kulturerbe, Herrn Matthias Diependaele,
De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Franse Gemeenschap, in de persoon van de Minister-president van de Franse Gemeenschap, de heer Pierre-Yves Jeholet, en de Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Gelijke Kansen, de heer Frédéric Daerden,	La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre-Président de la Communauté française, Monsieur Pierre-Yves Jeholet et du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de l'Egalité des chances, Monsieur Frédéric Daerden,	Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft, in Person des Ministerpräsidenten der Französischen Gemeinschaft, Herrn Pierre-Yves Jeholet, und des Ministers für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die Chancengleichheit, Herrn Frédéric Daerden,
De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van de Minister-president van de Duitstalige Gemeenschap en Minister van Plaatselijk Bestuur en Financiën, de heer Oliver Paasch,	La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne du Ministre-Président de la Communauté germanophone et des Finances, Monsieur Oliver Paasch,	Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, in Person des Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Ministers für lokale Behörden und Finanzen, Herrn Oliver Paasch,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President van de Waalse Regering, de heer Elio Di Rupo, en de Minister van Financiën en Begroting, de heer Adrien Dolimont,	La Région Wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-President du Gouvernement wallon, Monsieur Elio Di Rupo, et du Ministre des Finances et du Budget, Monsieur Adrien Dolimont,	Die Wallonische Region, vertreten durch die wallonische Regierung, in Person des Ministerpräsidenten der wallonischen Regierung, Herrn Elio Di Rupo, und des Ministers für Finanzen und Haushalt, Herrn Adrien Dolimont,
Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, in de persoon van de Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, de heer Rudi Vervoort, en de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel, de heer Sven Gatz,	La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement bruxellois, en la personne du Ministre-President du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Monsieur Rudi Vervoort, et du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du multilinguisme et de l'Image de Bruxelles, Monsieur Sven Gatz,	Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Brüsseler Regierung, in Person des Ministerpräsidenten der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, Herrn Rudi Vervoort, und des Ministers der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, zuständig für die Finanzen, den Haushalt, den öffentlichen Dienst, die Förderung der Mehrsprachigkeit und das Image von Brüssel, Herrn Sven Gatz,
<u>zijn als volgt overeengekomen:</u>	<u>ont convenu ce qui suit:</u>	<u>haben Folgendes vereinbart:</u>
Titel 1. Voorwerp Artikel 1.	Titre 1. Objet Article 1 ^{er} .	Titel 1 Gegenstand Artikel 1
Dit akkoord regelt de betrekkingen tussen de partijen en omschrijft hun verantwoordelijkheden bij het gebruik van de financiële steun die in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit aan het Koninkrijk België is toegekend, en beschrijft de procedures die daarmee verband houden.	Le présent accord règle les relations entre les parties et définit leurs responsabilités dans le cadre de l'utilisation du soutien financier accordé au Royaume de Belgique au titre de la facilité pour la reprise et la résilience, et décrit les procédures qui y sont liées.	Das vorliegende Abkommen regelt die Beziehungen zwischen den Vertragsparteien und ihre Zuständigkeiten im Zusammenhang mit der Verwendung der dem Königreich Belgien im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität gewährten finanziellen Unterstützung und beschreibt die damit verbundenen Verfahren.
Titel 2. Uitvoering van het Plan Artikel 2.	Titre 2. Mise en œuvre du Plan Article 2.	Titel 2 Umsetzung des Plans Artikel 2
De partijen zijn verantwoordelijk voor de uitvoering van de onder hun bevoegdheid vallende maatregelen en submaatregelen van het Plan voor Herstel- en Veerkracht, hierna "het Plan" genoemd, met inbegrip van het tijdig bereiken van de miljpalen en streefdoelen die in het Plan en het uitvoeringsbesluit van de Raad zijn vastgesteld en	Les parties sont responsables de la mise en œuvre des mesures et sous-mesures du Plan pour la Reprise et la Résilience, ci-après désigné « le Plan », sous leur compétence, y compris de l'atteinte dans les délais impartis des jalons et cibles, tels que définis dans le Plan et la décision d'exécution du Conseil et précisés le cas échéant	Die Parteien sind für die Umsetzung der Maßnahmen und Teilmaßnahmen des Aufbau- und Resilienzplans, im Folgenden "der Plan" genannt, in ihrem Zuständigkeitsbereich verantwortlich, einschließlich der rechtzeitigen Erreichung der Etappenziele und Zielwerte, die im Plan und im Durchführungsbeschluss des Rates

festgelegt und gegebenenfalls in den operativen Vereinbarungen zwischen der Europäischen Kommission und Belgien gemäß Artikel 20 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/241 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Februar 2021 über die Einrichtung der Aufbau- und Resilienzfazilität näher ausgeführt sind, im Folgenden „operative Vereinbarungen“ genannt.

Artikel 3

Bei der Umsetzung der Maßnahmen oder Teilmaßnahmen des Plans, für die sie zuständig sind, ergreifen die Vertragsparteien alle geeigneten Maßnahmen gemäß Artikel 22 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2021/241 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Februar 2021 über die Einrichtung der Aufbau- und Resilienzfazilität, im Folgenden „ARF-Verordnung“, um die finanziellen Interessen der Europäischen Union zu schützen und sicherzustellen, dass die Verwendung der Mittel der Aufbau- und Resilienzfazilität im Einklang mit dem geltenden Recht der Europäischen Union und dem nationalen Recht erfolgt, insbesondere in Bezug auf die Verhinderung, Aufdeckung und Korrektur von Betrug, Korruption, Interessenkonflikten und Doppelfinanzierung.

Artikel 4.

Die Vertragsparteien lassen angemessene und unabhängige Prüfungen der Systeme und Vorgänge durchführen, um die für die Zusammenfassung der Prüfungen. Zu diesem Zweck:

dans les arrangements opérationnels entre la Commission européenne et la Belgique, conformément à l'article 20, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience, dénommés ci-après « arrangements opérationnels ».

Article 3.

Lorsqu'elles mettent en œuvre les mesures ou sous-mesures du Plan sous leur compétence, les parties prennent toutes les mesures appropriées visées à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience, ci-après dénommé « règlement RRF », afin de protéger les intérêts financiers de l'Union européenne et de veiller à ce que l'utilisation des fonds de la facilité pour la reprise et la résilience respecte le droit de l'Union européenne et le droit national applicables, en particulier en ce qui concerne la prévention, la détection et la correction de la fraude, de la corruption, des conflits d'intérêt, et du double financement.

Article 4.

Les parties font effectuer des audits adéquats et indépendants des systèmes et des opérations pour fournir les informations nécessaires au résumé des audits. À cette fin :

in voorkomend geval in de operationele regelingen tussen de Europese Commissie en België overeenkomstig artikel 20, lid 6, van Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit, zijn gespecificeerd, hierna "de operationele regelingen" genoemd.

Artikel 3.

Bij de uitvoering van de onder hun bevoegdheid vallende maatregelen of submaatregelen van het Plan, nemen de partijen alle passende maatregelen, als bedoeld in artikel 22, lid 2, van de Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit, hierna de "RRF-verordening" genoemd, om de financiële belangen van de Europese Unie te beschermen en ervoor te zorgen dat het gebruik van middelen van de herstel- en veerkrachtfaciliteit voldoet aan de toepasselijke Europese en nationale wetgeving, met name wat betreft de preventie, de opsporing en de correctie van fraude, corruptie, belangenconflicten en dubbele financiering.

Artikel 4.

De partijen zorgen voor adequate en onafhankelijke audits van systemen en activiteiten teneinde de nodige informatie te verstrekken voor de samenvatting van de audits. Daartoe:

1. wijzen de partijen een auditinstantie aan die functioneel onafhankelijk is en over voldoende middelen beschikt om haar taken uit te voeren.
2. handhaven de partijen een doeltreffend systeem om ervoor te zorgen dat alle voor het controletraject benodigde informatie en documenten worden bewaard. Dit houdt onder meer in dat gegevens over eindbegunstigden van middelen effectief worden verzameld en opgeslagen, en dat de Europese Commissie, het Europees bureau voor fraudebestrijding, de Europese Rekenkamer en het Europees openbaar ministerie (in voorkomend geval) toegang krijgen tot gegevens over eindontvangers, contractanten, subcontractanten en eindbegunstigden voor audit- en controledoelinden.
1. les parties désignent une autorité d'audit dont l'indépendance fonctionnelle est garantie et à laquelle suffisamment de ressources sont allouées pour réaliser ses tâches.
2. les parties maintiennent un système efficace pour garantir que toutes les informations et tous les documents nécessaires aux fins de la piste d'audit soient détenus. Ceci implique de prévoir une collecte et un stockage efficaces des données sur les bénéficiaires finaux des fonds, et de donner accès à la Commission européenne, à l'Office européen de lutte antifraude, à la Cour des Comptes européenne et au Parquet européen (le cas échéant) aux données sur les destinataires finaux, les contractants, les sous-traitants et les bénéficiaires effectifs à des fins d'audit et de contrôle.
1. Benennen Die Parteien eine Prüfbehörde, deren funktionale Unabhängigkeit gewährleistet ist und der genügend Ressourcen zur Erfüllung ihrer Aufgaben zugewiesen werden.
2. Unterhalten die Vertragsparteien ein wirksames System, um sicherzustellen, dass alle für die Zwecke des Prüftrahs erforderlichen Informationen und Unterlagen aufbewahrt werden. Dies impliziert, dass eine effiziente Erhebung und Speicherung von Daten über die Endbegünstigten der Mittel vorgesehen werden muss und dass die Europäische Kommission, das Europäische Amt für Betrugsbekämpfung, der Europäische Rechnungshof und die Europäische Staatsanwaltschaft (falls zutreffend) zu Prüfungs- und Kontrollzwecken Zugang zu Daten über Endbegünstigte, Unterauftragnehmer und wirtschaftliche Eigentümer erhalten müssen.

Titel 3. Betalingen

Artikel 5.

De betalingsaanvragen worden voorbereid door het interfederaal toezichtscomité van het Plan en goedgekeurd door de Interministeriële Conferentie Relance en Strategische Investerings, hierna "Interministeriële Conferentie" genoemd, voordat zij aan de Europese Commissie worden toegezonden. De partijen trachten zich te houden aan het in de operationele regelingen vastgestelde tijdschema voor betalingsaanvragen.

Artikel 6.

Met het oog op de voorbereiding van de betalingsaanvraag stellen de partijen het secretariaat van het interfederaal toezichtscomité

Titre 3. Paiements

Article 5.

Les demandes de paiement sont préparées par le comité interfédéral de suivi du Plan et sont approuvées par la Conférence interministérielle Relance et Investissements stratégiques, dénommée ci-après « Conférence interministérielle », avant envoi à la Commission européenne. Les parties s'efforcent de respecter le calendrier des demandes de paiement défini dans les arrangements opérationnels.

Article 6.

En vue de préparer les demandes de paiement, les parties transmettent au secrétariat du comité interfédéral de suivi du Plan, pour les mesures et

Titel 3. Zahlungen

Artikel 5.

Die Zahlungsanträge werden vom interföderalen Begleitausschuss des Plans vorbereitet und von der Interministeriellen Konferenz für Wiederaufbau und Strategische Investitionen, im Folgenden „Interministerielle Konferenz“ genannt, genehmigt, bevor sie an die Europäische Kommission gesendet werden. Die Parteien bemühen sich, den in den operativen Vereinbarungen festgelegten Zeitplan für Zahlungsanträge einzuhalten.

Artikel 6.

Zur Vorbereitung der Zahlungsanträge übermitteln die Parteien dem Sekretariat des interföderalen Begleitausschusses des Plans für die in ihre

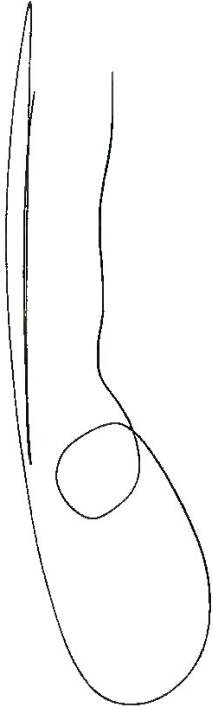
van het Plan voor de maatregelen en submaatregelen van het plan die onder hun bevoegdheid vallen en overeenkomstig het door het interfederaal toezichtscomité van het Plan vastgestelde algemene tijdschema in kennis van:	sous-mesures du Plan sous leur compétence, et conformément au calendrier général des procédures défini par le comité interfédéral de suivi du Plan :	Zuständigkeit fallenden Maßnahmen und Teilmaßnahmen des Plans und gemäß dem vom interföderalen Begleitausschuss des Plans festgelegten allgemeinen Verfahrenskalender:
1. de gegevens betreffende de uitvoering van de milipalen en streefdoelen die in het Plan en het Uitvoeringsbesluit van de Raad zijn vastgesteld en in voorkomend geval in de operationele regelingen zijn gespecificeerd, met inbegrip van de nodige ondersteunende documenten, dat wil zeggen een begeleidende nota voor elke milipaal of streefdoel, en de in de operationele regelingen gespecificeerde vereiste materiële bewijsstukken;	1. les données relatives à la mise en œuvre des jalons et cibles tels que définis dans le Plan et la décision d'exécution du Conseil et précisés le cas échéant dans les arrangements opérationnels, y compris les pièces justificatives nécessaires, à savoir une note de couverture pour chaque jalon ou cible, ainsi que les preuves matérielles requises précisées dans les arrangements opérationnels ;	1. Daten über die Umsetzung der Etappenziele und Zielwerte, wie sie im Plan und im Durchführungsbeschluss des Rates festgelegt und gegebenenfalls in den operativen Vereinbarungen präzisiert wurden, einschließlich der erforderlichen Belege, d. h. einer Deckungsnote für jeden Etappenziele oder jede Zielwerte, sowie der erforderlichen wesentlichen Nachweise, die in den operativen Vereinbarungen präzisiert werden.
2. de totale cumulatieve uitgaven die tot dusver werden vereffend voor de uitvoering van elke hervorming en investering van het plan waaraan overeenkomstig de methodiek van de RRF-verordening een positieve klimaatag is toegekend, als bijdrage tot de klimaatveranderingsdoelstellingen;	2. le total des dépenses cumulées liquidées jusqu'à ce moment pour la mise en œuvre de chaque réforme et investissement du plan auquel a été attribué un marqueur climatique positif selon la méthodologie du règlement RRF, comme contribuant aux objectifs en matière de changement climatique ;	2. die kumulierten Gesamtausgaben, die bis zu diesem Zeitpunkt für die Umsetzung jeder Reform und Investition des Plans ausgezahlt wurden, der nach der Methodik der ARF-Verordnung ein positiver Klimamarker als Beitrag zu den Klimaschutzzielen zugewiesen wurde;
3. een door de bevoegde autoriteit naar behoren ondertekende beheersverklaring;	3. une déclaration de gestion dûment signée par l'autorité compétente ;	3. eine ordnungsgemäß der zuständigen Behörde unterzeichnete Verwaltungserklärung;
4. een samenvatting van de uitgevoerde audits door de auditautoriteit overeenkomstig artikel 4.	4. le résumé des audits réalisés par l'autorité d'audit conformément à l'article 4.	4. eine Zusammenfassung der Prüfungen, die der von der Prüfbehörde gemäß Artikel 4 durchgeführt wurden.
Artikel 7.	Article 7.	Artikel 7.
De aan België totale toegekende Europese financiële bijdrage in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit wordt tussen de partijen verdeeld op basis van een beslissing van het Overlegcomité.	La contribution financière européenne totale allouée à la Belgique au titre de la facilité pour la reprise et la résilience est répartie entre les parties sur la base d'une décision du Comité de concertation.	Der gesamte europäische Finanzbeitrag, der Belgien im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität zugewiesen wird, wird auf der Grundlage eines Beschlusses des Konzertierungsausschusses auf die Parteien aufgeteilt.

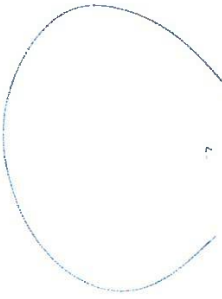
Artikel 8.	Article 8.	Artikel 8.
De Interministeriële Conferentie komt bijeen na iedere beoordeling door de Europese Commissie van het verzoek om betaling van België, om te beraadslagen over de verdeling van de Europese middelen aan de partijen.	La Conférence interministérielle se réunit après chaque évaluation par la Commission européenne de la demande de paiement de la Belgique pour délibérer sur la répartition des moyens européens entre les parties.	Die interministeriële Conferentie komt bijeen na iedere beoordeling door de Europese Commissie van het verzoek om betaling van België, om te beraadslagen over de verdeling van de Europese middelen aan de partijen.
Artikel 9.	Article 9.	Artikel 9.
Indien de Europese Commissie naar aanleiding van haar beoordeling vaststelt dat de in het uitvoeringsbesluit van de Raad vastgestelde mijlpalen en streefdoelen op bevredigende wijze zijn bereikt, wordt de desbetreffende betalingstranche door de Europese Commissie op een bankrekening van de Federale Staat gestort.	Lorsque, à la suite de son évaluation, la Commission européenne établit que les jalons et cibles fixés dans la décision d'exécution du Conseil ont été atteints de manière satisfaisante, la tranche de paiement correspondante est versée par la Commission européenne sur un compte bancaire de l'Etat fédéral.	Stelt die Europese Commissie vast, dat de in het uitvoeringsbesluit van de Raad vastgelegde Etappenziele en Zielworte zufriedenstellend erreicht wurden, wird die entsprechende Zahlungstranche von der Europäischen Kommission auf ein Bankkonto des Föderalstaates überwiesen.
De Federale Staat zal vervolgens de betalingen aan de andere partijen doorstorten, overeenkomstig hun respectieve aandelen in de totale financiële bijdrage die aan België is toegekend, zoals bedoeld in artikel 7.	L'Etat fédéral reverse alors les paiements aux autres parties, suivant leur part respective dans la contribution financière totale allouée à la Belgique, visée à l'article 7.	Der Föderalstaat zahlt dann die Zahlungen an die anderen Parteien entsprechend ihrem jeweiligen Anteil an dem gesamten finanziellen Beitrag Belgiens nach Artikel 7 aus.
Artikel 10.	Article 10.	Artikel 10.
Indien de Europese Commissie naar aanleiding van haar beoordeling vaststelt dat slechts een deel van de mijlpalen en streefdoelen op bevredigende wijze is gerealiseerd, en een deel van de betalingstranche opgeschort, wordt het door de Commissie opgeschorte bedrag in mindering gebracht op het deel van de betaling dat de Federale Staat moet verrichten aan de partij of partijen die bevoegd zijn voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de opschorting betrekking heeft.	Lorsque, à la suite de son évaluation, la Commission européenne établit que seul un sous-ensemble de jalons et cibles a été atteint de manière satisfaisante, et qu'elle suspend une part de la tranche de paiement, le montant suspendu par la Commission est déduit de la part du paiement devant être reversée par l'Etat fédéral à la partie ou aux parties compétentes pour les jalons et cibles concernés par la suspension.	Stelt die Europese Commissie vast, dat slechts een deel van de Etappenziele en Zielworte zufriedenstellend erreicht wurde, und setzt sie einen Teil der Zahlungstranche aus, wird der von der Kommission ausgesetzte Betrag von dem Teil der Zahlung abgezogen, der vom Föderalstaat an die Partei oder Parteien zurückgezahlt ist, die für die von der Aussetzung betroffenen Etappenziele und Zielworte zuständig sind.

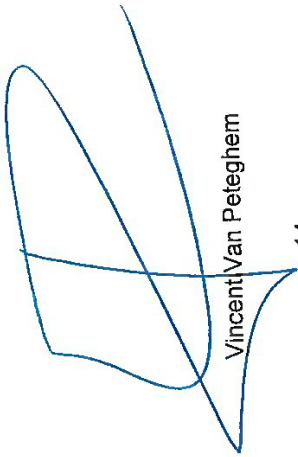
Wanneer het aandeel van de door de Europese Commissie opgeschorde tranche groter is dan het aandeel van een partij die bevoegd is voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de opschorting betrekking heeft, wordt het saldo verdeeld in verhouding tot het aandeel van de andere entiteiten, berekend aan de hand van de in artikel 7 bedoelde verdeelsleutel.	Lorsque la part de la tranche de paiement suspendue par la Commission européenne excède la part d'une partie compétente pour les jalons et cibles concernés par la suspension, le solde est réparti au prorata de la part des autres entités calculée sur la base de la clé visée à l'article 7.	Wenn der Anteil der von der Europäischen Kommission ausgesetzten Zahlungstranche den relativen Anteil einer Partei übersteigt, die für die von der Aussetzung betroffenen Etappenziele und Zielwerte zuständig ist, wird der Restbetrag im Verhältnis zum Anteil der anderen Stellen, der auf der Grundlage des in Artikel 7 genannten Schlüssels berechnet wird, aufgeteilt.
Artikel 11.	Article 11.	Artikel 11.
Indien de Europese Commissie naar aanleiding van haar beoordeling vaststelt dat de voor opheffing van de schorsing noodzakelijke corrigerende maatregelen zijn genomen, wordt het aan de Federale Staat betaalde en eerder geschorste deel van de betalingstranche door de Federale Staat betaald aan de partijen wier aandeel was verminderd om het saldo aan te zuiveren.	Lorsque, à la suite de son évaluation, la Commission européenne établit que les mesures correctrices nécessaires à une levée de suspension ont été prises, la part de la tranche de paiement préalablement suspendue et versée à l'Etat fédéral est reversée aux parties dont la part avait été réduite pour apurer le solde.	Stellt die Europäische Kommission nach ihrer Bewertung fest, dass die für eine Aufhebung der Aussetzung erforderlichen Korrekturmaßnahmen ergriffen wurden, wird der zuvor ausgesetzte und an den Föderalstaat gezahlte Anteil der Zahlungstranche zur Bereinigung des Saldos an die Parteien ausgezahlt, deren Anteil gekürzt worden war.
Indien in het in artikel 10, tweede lid, bedoelde geval het aandeel van de partijen die niet bevoegd zijn voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de schorsing betrekking heeft, is verminderd om het saldo aan te zuiveren, betaalt de Federale Staat eerst deze laatste terug vóór de partij of partijen die verantwoordelijk zijn voor deze mijlpalen en streefdoelen.	Lorsque, dans le cas visé à l'article 10, alinéa 2, la part de parties non compétentes pour les jalons et cibles concernés par la suspension a été diminuée pour apurer le solde, l'Etat fédéral rembourse d'abord celles-ci avant la partie ou les parties compétentes pour ces jalons et cibles.	Wurde in dem in Artikel 10 Absatz 2 genannten Fall der Anteil der Parteien, die für die von der Aussetzung betroffenen Etappenziele und Zielwerte nicht zuständig sind, zur Bereinigung des Saldos gekürzt, so nimmt der Föderalstaat die Auszahlung zuerst an diese Parteien und dann an die Parteien, die für diese Etappenziele und Zielwerte zuständig sind, vor.
Artikel 12.	Article 12.	Artikel 12.
Indien de Europese Commissie naar aanleiding van haar beoordeling vaststelt dat de voor opheffing van de schorsing vereiste corrigerende maatregelen niet zijn genomen, en zij het totaalbedrag van de financiële bijdrage van België vermindert, wordt het door de Commissie verlaagde bedrag in mindering gebracht op het	Lorsque, à la suite de son évaluation, la Commission européenne établit que les mesures correctrices nécessaires à une levée de suspension n'ont pas été prises, et qu'elle réduit le montant total de la contribution financière de la Belgique, le montant réduit par la Commission est déduit de la part restante dans la contribution	Stellt die Europäische Kommission nach ihrer Bewertung fest, dass die für eine Aufhebung der Aussetzung erforderlichen Abhilfemaßnahmen nicht ergriffen wurden, und kürzt sie den Gesamtbetrag des Finanzbeitrags Belgiens, so wird der von der Kommission gekürzte Betrag von dem verbleibenden Anteil am maximalen

resterende deel van de maximale financiële bijdrage die aan België wordt toegekend van de bevoegde partij of partijen voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de verlaging betrekking heeft.	financière maximale allouée à la Belgique de la partie ou des parties compétentes pour les jalons et cibles concernés par la réduction.	Finanzbeitrag abgezogen, der Belgien von der/den für die von der Kürzung Etappenziele und Zielwerte zuständigen Partei(en) zugewiesen wurde.
Indien het door de Europese Commissie verminderde aandeel van de betalingstranche groter is dan het resterende aandeel van de partijen die bevoegd zijn voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de vermindering betrekking heeft, wordt de modaliteiten voor de aanzuivering van het saldo aan het oordeel van het Overlegcomité overgelaten.	Lorsque la part de la tranche de paiement réduite par la Commission européenne excède la part restante d'une partie compétente pour les jalons et cibles concernés par la réduction, les modalités d'apurement du solde sont laissées à l'appréciation du Comité de concertation.	Übersteigt der Anteil der von der Europäischen Kommission gekürzten Zahlungstranche den verbleibenden Anteil einer Partei, die für die von der Kürzung betroffenen Etappenziele und Zielwerte zuständig ist, so werden die Modalitäten für die Bereinigung des Restbetrags vom Vermittlungsausschuss festgelegt.
Artikel 13.	Article 13.	Artikel 13
Indien de Europese Commissie in geval van fraude, corruptie, belangenconflicten, dubbele financiering of ernstige schending van een verplichting die voortvloeit uit de financieringsovereenkomst tussen de Europese Commissie en België, besluit de aan België toegekende steun proportioneel te verminderen en het aan de begroting van de Europese Unie verschuldigde bedrag terug te vorderen, neemt/nemen de verantwoordelijke partij(en) de nodige maatregelen om de middelen terug te vorderen en het verschuldigde bedrag aan de Europese Commissie over te maken.	Lorsque, en cas de fraude, de corruption, de conflits d'intérêts, de double financement ou de manquement grave à une obligation découlant de l'accord de financement entre la Commission européenne et la Belgique, la Commission européenne décide de réduire proportionnellement le soutien accordé à la Belgique et de recouvrer tout montant dû au budget de l'Union européenne, la ou les parties responsables prennent les mesures nécessaires pour recouvrer les fonds et transfèrent le montant dû à la Commission européenne.	Beschließt die Europäische Kommission im Falle von Betrug, Korruption, Interessenkonflikten, Doppelfinanzierung oder einer schwerwiegenden Verletzung einer Verpflichtung aus dem Finanzierungsabkommen zwischen der Europäischen Kommission und Belgien, die Unterstützung für Belgien anteilig zu kürzen und alle dem Haushalt der Europäischen Union geschuldeten Beträge einzuziehen, so ergreift/ergreifen die verantwortliche(n) Partei(en) die erforderlichen Maßnahmen, um die Mittel einzuziehen, und überweist/überweisen den geschuldeten Betrag an die Europäische Kommission.
Titel 4. Slotbepalingen Artikel 14.	Titre 4. Dispositions finales Article 14.	Titel 4 Schlussbestimmungen Artikel 14.
Dit akkoord wordt gesloten voor de duur van de uitvoering van het herstel- en veerkrachtfaciliteit.	Cet accord est conclu pour la durée d'exécution de la facilité pour la reprise et la résilience.	Dieses Abkommen wird für die Dauer der Durchführung der Aufbau- & Resilienzfacilität geschlossen.

Artikel 15.	Artikel 15.	Artikel 15.
Het Belgisch recht is van toepassing op dit akkoord. Eventuele geschillen met betrekking tot dit akkoord zullen voorgelegd worden aan het Overlegcomité voorzien bij de artikelen 31 et 31/1 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980.	Le présent accord est régi par le droit belge. Les différends éventuels liés au présent accord seront portés devant le Comité de Concertation prévu par les articles 31 et 31/1 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.	Dieses Abkommen unterliegt belgischem Recht. Eventuelle Streitfälle im Zusammenhang mit dem vorliegenden Abkommen werden vor den in den Artikeln 31 und 31/1 des Ordentlichen Gesetzes zur Reform der Institutionen vom 9. August 1980 bestimmten Konzertierungsausschuss gebracht.
Artikel 16.	Article 16.	Artikel 16.
Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de datum van de bekendmaking van de laatste instemmingsakte in het Belgisch Staatsblad.	Le présent accord de coopération entre en vigueur à la date de publication du dernier acte d'assentiment au Moniteur belge.	Diese Kooperationsvereinbarung tritt an dem Tag in Kraft, an dem der letzte Akt zur Zustimmung im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.
Gedaan te Brussel, in één origineel exemplaar.	Fait à Bruxelles, en un exemplaire original,	Brüssel, in einer Originalausfertigung,

Voor de Federale Staat, De Eerste Minister,	Pour l'Etat fédéral, Le Premier Ministre,	Für den Föderalstaat, Der Premierminister,
		
De Vice-eersteminister en Minister van Economie en Werk,	Alexander De Croo Le Vice-premier Ministre et Ministre de l'Economie et du Travail	Der Vizepremierminister und Minister für Wirtschaft und Arbeit

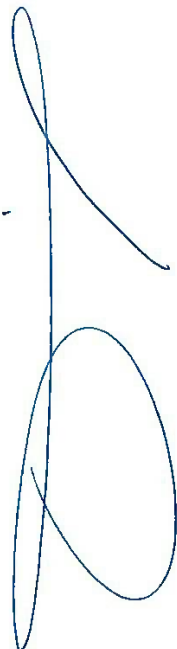
De Vice-eersteminister en Minister van Financiën,	Pierre-Yves Dermagne Le Vice-premier Ministre et Ministre des Finances,	Der Vizepremierminister und Finanzminister,
		


Vincent Van Peteghem

De Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee,

Le Vice-premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,

Der Vizepremierminister und Justizminister, zuständig für die Nordsee,

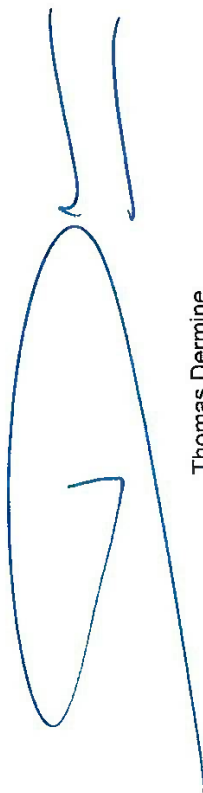


Vincent Van Quickenborne

De Staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid,

Le Secrétaire d'Etat pour la Relance et les Investissements Stratégiques, chargé de la Politique scientifique,

Der Staatssekretär für Konjunktur und strategische Investitionen, zuständig für Wissenschaftspolitik,

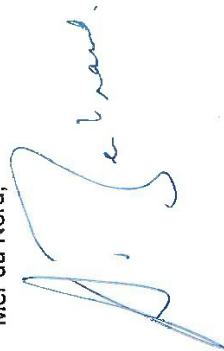


Thomas Dermine

De Staatssecretaris voor Begroting, toegevoegd aan de Minister van Justitie en Noordzee,

La Secrétaire d'Etat au Budget, adjointe au Vice-premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,

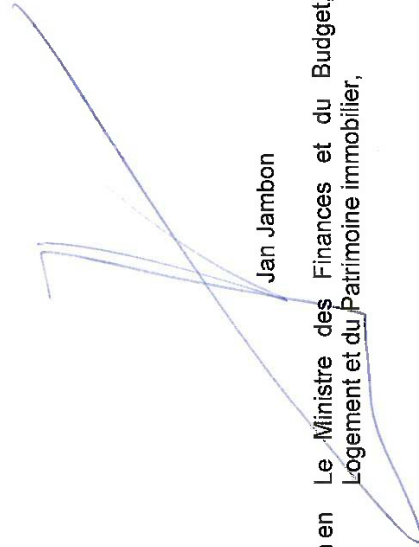
Die Staatssekretärin für Haushalt, dem Vizepremierminister und Minister für Justiz und Nordsee beigeordnet,



Alexia Bertrand

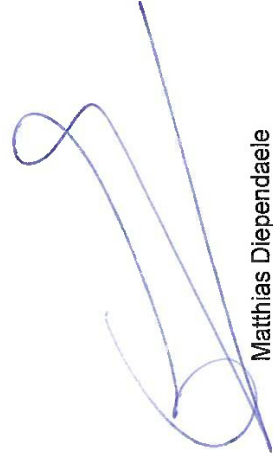
Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest, Pour la Communauté flamande et la Région flamande, Für die Flämische Gemeinschaft und die Flämische Region,

De Minister-President van de Vlaamse Regering, Le Ministre-président du Gouvernement flamand, Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung,



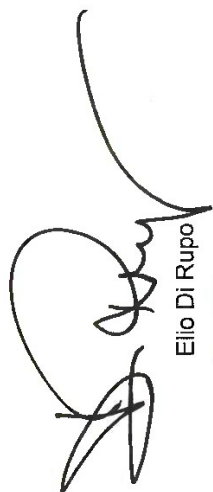
Jan Jambon

De Minister van Financiën en Begroting, Wonen en Onroerend Erfgoed, Le Ministre des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier, Der Minister für Finanzen und Haushalt, Wohnungswesen und unbewegliches Kulturerbe



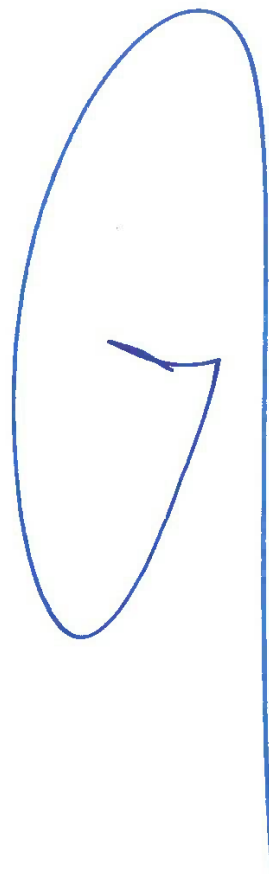
Matthias Diependaele

Voor het Waals Gewest, De Minister-President van de Waalse regering,	Pour la Région wallonne, Le Ministre-président du Gouvernement wallon,	Für die Wallonische Region, Der Ministerpräsident der Regierung, der Wallonischen
---	---	--



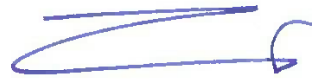
Elio Di Rupo

De Minister van Financiën en Begroting,	Le Ministre des Finances et du Budget	Der Minister für Finanzen und Haushalt
---	---------------------------------------	--



Adrien Dolimont

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,	Pour la Région de Bruxelles-Capitale, Le Ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale	Für die Region Brüssel-Hauptstadt, Der Ministerpräsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt
---	--	--



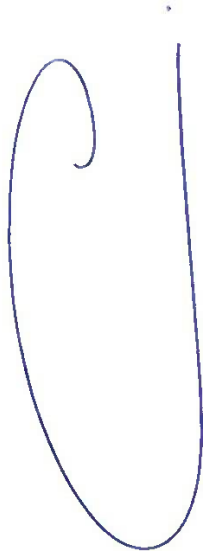
Rudy Vervoort

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering, belast met Financiën, Begroting, Openbare Ambt en de Promotie van Meertaligheid,	Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Finances, du Budget, de la Fonction publique et de la Promotion du multilinguisme,	Der Minister der Regierung der Region Brüssel- Hauptstadt, zuständig für die Finanzen, den Haushalt, den öffentlichen Dienst und die Förderung der Mehrsprachigkeit,
---	---	---



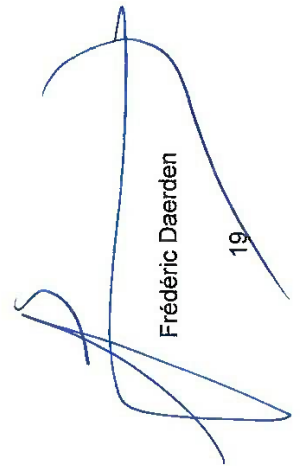
Sven Gatz

Voor de Franse Gemeenschap, De Minister-President van de Franse Gemeenschap,	Pour la Communauté française, Le Ministre-président de la Communauté française,	Für die Französischen Gemeinschaft, Der Ministerpräsident der Französischen Gemeinschaft,
---	--	--



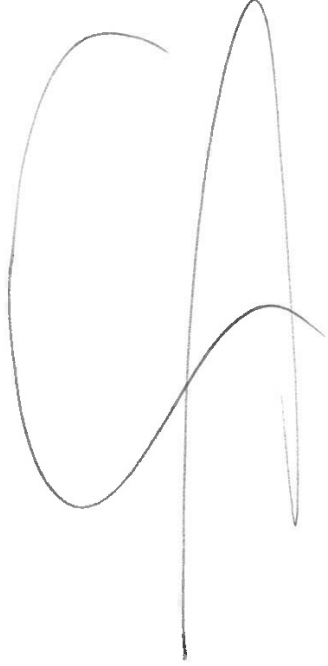
Pierre-Yves Jeholet

De Minister van Begroting, het Openbaar Ambt en Gelijke kansen,	Le Ministre de Budget, de la Fonction publique et de l'Egalité des chances,	Der Minister für Haushalt, öffentlichen Dienst und Chancengleichheit,
---	---	---



Frédéric Daerden

Voor de Duitstalige Gemeenschap,	Pour la Communauté germanophone,	Für die Deutschsprachige Gemeinschaft
De Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap en Minister van Lokale Besturen en Financiën,	Le Ministre-président de la Communauté germanophone et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances	Der Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Minister für lokale Behörden und Finanzen



Oliver Paasch